

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Monde > Economie (Monde) > Crise financière, économique, globale (Monde) > **Mauvaises nouvelles à la pompe : la signification du baril de pétrole à plus (...)**

ÉCONOMIE

Mauvaises nouvelles à la pompe : la signification du baril de pétrole à plus de 100 dollars

mercredi 28 mai 2008, par [KLARE Michael T.](#) (Date de rédaction antérieure : 11 mars 2008).

Le lundi 3 mars, le prix du baril de pétrole brut a atteint 103,95 dollars à la Bourse des échanges de New York (NYMEX), dépassant le record atteint il y près de 30 ans au moment d'une autre période de chaos au Moyen-Orient. Ce nouveau record se trouvera-t-il inscrit dans les annales de l'histoire ou sera-t-il oublié, n'étant qu'un des écarts excessifs des prix de l'énergie, comme cela a eu lieu avec le pic précédent d'avril 1980 ?

Sommaire

- [Tsunami des besoins énergétiques](#)
- [Un monde pétrolier dur](#)
- [Le pétrole générateur de \(...\)](#)
- [Un « lundi noir » énergétique](#)

Lorsque les prix de pétrole s'élevaient continuellement, la crise pétrolière de 1980 — accélérée par la révolution iranienne de l'Ayatollah Khomeini — est apparue comme une crête aiguë de la courbe des prix. Tant avant et qu'après ce moment, cependant, la production de pétrole était largement suffisante pour satisfaire la demande mondiale, en partie parce que les Saoudiens et les autres producteurs principaux étaient capables de compenser le déclin de la production iranienne. Ils ont simplement accru de manière substantielle leur production livrant des excédents de pétrole sur le marché mondial. Soutenus par le développement des nouveaux champs de pétrole d'Alaska et de la Mer du Nord, les prix se sont rapidement effondrés et sont restés bas durant les années 1990 (à l'exception d'une brève pointe qui a suivi l'invasion irakienne du Koweït en août 1990).

Rien de semblable n'est susceptible de se produire maintenant. Aucune solution simple n'est en vue en ce qui concerne l'actuelle hausse des prix : le coût du pétrole brut a grimpé de 74 % durant l'année dernière. D'abord, parce que nous n'avons pas à faire avec une hausse soudaine, mais au résultat d'une augmentation régulière et implacable des prix, qui a débuté en 2002 et ne montre aucun signe de ralentissement. Ensuite, cette croissance ne peut être attribuée à aucun facteur unique provoquant le chaos dans le commerce de l'énergie ou dans la politique mondiale. Il s'agit de l'effet de multiples facteurs endémiques à la production de l'énergie qui caractérisent la période actuelle. Il n'y a pas de perspectives de leur disparition à court terme.

Trois facteurs, en particulier, sont responsables de l'actuelle hausse : l'intensification de la concurrence pour le pétrole entre les anciennes puissances industrielles et les économies en développement rapide comme la Chine et l'Inde ; l'incapacité de l'industrie énergétique mondiale d'accroître l'approvisionnement pour faire face à la demande croissante ; et l'instabilité croissante

des principales zones productrices du pétrole.

Tsunami des besoins énergétiques

Le rôle crucial de la rapide croissance des économies asiatiques sur le marché mondial de l'énergie était évident déjà à l'aube de ce siècle. Avec leur taux de croissance phénoménal ces pays devaient avoir besoin de plus de pétrole (et d'autres sources de l'énergie) pour pouvoir développer leur industrie, pour approvisionner en combustible leurs nouvelles voitures et nouveaux camions et pour satisfaire les aspirations de leurs bourgeoisies bourgeoises. Selon le Département de l'énergie (DE) des États-Unis, la demande de pétrole cumulée de la Chine et de l'Inde, déjà de 8,9 millions de barils par jour en 2004, atteindra 12,1 millions barils en 2010 et 15,5 millions en 2020. Il s'agit d'une hausse vertigineuse. Si l'on y ajoute la consommation prévisionnelle du Brésil, du Mexique, de la Corée du Sud et d'autres nations en voie d'industrialisation rapide, la demande du monde en développement est réellement en train de prendre son essor.

A ce tsunami de nouvelles demandes d'énergie il faut ajouter le niveau de consommation des puissances industrielles développées, à commencer par les États-Unis, l'Union européenne et le Japon, déjà très élevé. Peu de signes indiquent sa diminution, ce qui signifie que nous faisons face à une augmentation sans précédent de la demande totale du pétrole. A en croire le DE, la consommation mondiale cumulée de pétrole, qui a atteint 83,7 millions de barils par jour en 2006, atteindrait 90,7 millions de barils en 2010 et 103,7 millions en 2020. Il s'agit donc d'un accroissement de la demande de 20 millions de barils en seulement 15 ans. Pour la satisfaire il faudrait un effort gigantesque et extrêmement coûteux de la part des compagnies pétrolières géantes (ainsi que de leurs créiteurs et des commanditaires gouvernementaux), et même cela semble ne pas suffire.

Faisant face à l'enfer de la pompe à essence, les consommateurs américains sont encore punis par le fait que la plupart des transactions pétrolières mondiales sont établies en dollars. Étant donné que la valeur relative du dollar est en baisse par rapport aux autres devises, les États-Unis doivent payer leur baril plus cher que leurs concurrents, qui peuvent convertir leurs euros, yens et autres monnaies fortes en dollars juste avant de procéder à l'achat sur le marché international. Les investisseurs mondialisés, sentant la tendance, se défont de leurs dollars en faveur des autres devises ou effectuent des achats à terme, ce qui ne fait qu'accroître la chute du dollar et la hausse du prix du pétrole brut.

Un monde pétrolier dur

Derrière la demande montante du pétrole se dessine une autre crise : une crise de production. L'industrie énergétique traverse actuellement une période de transition difficile, d'un monde où l'approvisionnement en pétrole était facile vers un monde où les conditions des acquisitions pétrolières seront difficiles. Les États-Unis sont depuis longtemps familiarisés avec les approvisionnements pétroliers faciles : les gigantesques réserves pétrolières des pays amis et stables qui ont fourni la majeure partie de la consommation pétrolière mondiale au cours des années formatrices de l'époque pétrolière, s'étendant depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à l'embargo pétrolier arabe de 1973.

Ces réservoirs gigantesques incluent Ghawar en Arabie Saoudite, Burgan au Koweït et Cantarell au Mexique — des champs pétroliers monstrueux qui produisent des centaines de milliers, voire des millions de barils par jour. Au cours du dernier quart de siècle, cependant, les découvertes de tels

champs pétroliers « éléphantiques » ont été pour ainsi dire inexistantes. En conséquence, le monde devient de plus en plus dépendant des petits champs pétroliers, souvent éloignés et difficiles d'accès, qui exigent des dépenses bien plus grandes pour leur développement et leur exploitation. Cela aussi influence le prix du pétrole.

Comme illustration de cette tendance prenons Kashagan, un grand champ pétrolier découvert en 2000 dans le secteur kazakh de la Mer Caspienne. C'est la plus grande découverte d'un champ pétrolier unique au cours des 40 dernières années. Bien qu'il dispose de réserves importantes de pétrole et de gaz, ce champ pose des défis difficiles au consortium international des compagnies pétrolières qui tentent d'y développer la production. Par exemple, il contient des fortes concentrations de gaz très chargé en soufre et très toxique, ce qui rend impossible l'emploi de la technologie d'extraction conventionnelle (et beaucoup moins coûteuse). Le coût du développement de l'extraction de ce champ pétrolier, estimé à 57 milliards de dollars, a déjà atteint 135 milliards, et on est encore loin du bout. En même temps la date envisagée du début de la production est sans cesse repoussée. Après avoir été annoncée pour 2005 le début de l'extraction est maintenant prévu, au plus tôt, pour 2011. Ceci a conduit le gouvernement kazakh, frustré, à exiger que sa compagnie d'État, KazMunaiGaz, obtienne une participation plus grande au sein du consortium qui opère sur ce champ.

La plupart des autres grandes découvertes recettes — le champ Jack dans les eaux profondes du Golfe du Mexique, le champ Doba au Tchad, les champs au large de l'île russe de Sakhaline et le champ Topi dans l'Atlantique profond au large du Brésil — ont des caractéristiques semblables. Soit elles sont loin au large et difficiles à développer, soit elles impliquent des rapports problématiques avec des gouvernements instables, soit, pire encore, il s'agit d'une combinaison des deux. Vous pouvez calculer vous mêmes ce que cela implique quant au coût futur du pétrole extrait de tels emplacements.

Voici donc la mauvaise nouvelle : l'incapacité de l'industrie énergétique mondiale de suivre la demande ne pourra que devenir plus prononcée encore au cours des années à venir, au fur et à mesure que le monde s'approchera du maximum de la production pétrolière soutenable et que commencera, ce que tous les experts pronostiquent, son déclin irréversible. Personne ne peut être sûr quand exactement cette inflexion se produira, mais un chœur grandissant de spécialistes croit que nous nous rapprochons chaque jour plus de ce « pic de la production pétrolière » et certains n'hésitent pas à l'annoncer dès 2010-2012.

Le pétrole générateur de conflits

Finalement, n'oublions pas que l'équivalent de la révolution iranienne nous guette toujours. Les centres producteurs de pétrole sont de plus en plus en crise et le prix du pétrole augmente régulièrement aussi de ce fait. L'Irak, qui dispose des secondes réserves pétrolières mondiales, est ébranlé par la guerre. Le Nigeria, important fournisseur des États-Unis et de l'Europe, a éprouvé une réduction significative de sa production du fait des violences ethniques dans la région riche en pétrole du delta du Niger. La production vénézuélienne a baissé lorsque de nombreux technocrates anti-Chavez ont été purgés de PdVSA, le monopole pétrolier étatique. La production iranienne a souffert en raison des sanctions économiques imposées par les États-Unis. La violence politique, la corruption et les interférences étatiques dans le secteur de l'énergie ont également conduit à la réduction de la production au Tchad, au Mexique, en Russie et au Soudan.

Il fut un temps où les principales compagnies pétrolières mondiales étaient capables de compenser la diminution de la production dans n'importe quel secteur simplement en se tournant vers leurs

capacités de production disponibles. Ce fut le cas en 1990, à la suite de l'invasion irakienne au Koweït, et encore en 2001, après les attaques du 11 septembre. Les deux fois l'Arabie Saoudite a simplement augmenté sa production, mettant chaque jour des centaines de milliers de barils de pétrole supplémentaires sur le marché, puisés dans ses capacités de production disponibles, évitant ainsi une crise énergétique catastrophique aux États-Unis. Mais les Saoudiens comme les autres membres de l'OPEP ne possèdent plus de significatives capacités de production disponibles. Ils pompent autant de pétrole qu'ils peuvent afin de tirer profit de l'actuelle montée des prix. Par conséquent n'importe quelle réduction soudaine de la production dans les zones déchirées par les conflits se traduit immédiatement par une nouvelle hausse des prix.

Pouvons-nous espérer que les niveaux de conflits dans les régions productrices du pétrole diminuent, tôt ou tard, réduisant ainsi les prix ? Malheureusement c'est une perspective totalement irréaliste parce que la production pétrolière elle-même agit de plus en plus en tant qu'aiguillon des conflits. Alors que l'extraction pétrolière produit des énormes richesses pour les élites privilégiées, dans de nombreux pays elle laisse les autres, habituellement d'une identité ethnique ou religieuse différente, sans bénéfices et avec peu de ressources naturelles. Prenez la région du delta du Niger, où les minorités ethniques continuent à combattre pour obtenir une part plus grande de revenus pétroliers qui ont été historiquement monopolisés par les élites d'Abuja, la lointaine capitale. Les Kurdes en Irak luttent de même pour prendre le contrôle des revenus générés par les immenses champs pétroliers dans les parties du pays ravagé par la guerre qu'ils réclament. Ceci menace toujours de transformer en particulier Kirkuk, la ville productrice du pétrole, en un futur champ de bataille.

Alors que personne ne peut prédire où vont éclater les prochains conflits concernant les revenus pétroliers ou le contrôle des champs de pétrole, on peut prédire sans insolence que ces conflits continueront d'être un élément inévitable du paysage politique mondial et vont tirer vers le haut les prix du pétrole. L'instabilité constitue maintenant non seulement la norme dans ces secteurs, mais de plus elle s'étend et les prix élevés du pétrole en sont un corollaire inévitable.

Un « lundi noir » énergétique

Conclusion : les prix du pétrole sont aujourd'hui élevés non pas, comme en 1980, en raison d'une rupture provisoire du flux mondial de pétrole mais du fait des raisons systémiques qui deviennent, en tout cas, de plus en plus prononcées. Cela signifie que « les records des prix » du pétrole brut vont se banaliser pour longtemps. Les seules bonnes nouvelles en ce qui concerne l'évolution de ces prix seront liées à des nouvelles encore plus mauvaises. Car tôt ou tard la montée des coûts de l'énergie est susceptible de pousser les États-Unis et les autres économies qui sont de grandes consommatrices d'énergie vers une récession profonde et de ce fait la baisse de la demande pourra probablement faire baisser le prix du brut. Mais il s'agit d'une recette pour la baisse du prix qui ne sera sans doute pas choisie volontairement.

Quelles seront alors les conséquences des coûts élevés de l'énergie ? Pour le consommateur américain ordinaire la réponse est simple et sinistre : une qualité de vie amoindrie du fait de l'accroissement du prix des transports, du chauffage, de l'électricité pour ne pas parler de la nourriture (pour la production de laquelle, depuis les engrais jusqu'à l'emballage, le pétrole est nécessaire aujourd'hui). Pour les pauvres et pour les vieux les implications seront encore plus terribles : dans bien des cas cela impliquera de choisir entre le chauffage en hiver, la nourriture adéquate et les soins médicaux.

Cela aura des implications pour les États-Unis en général, car ces derniers dépendent du pétrole pour

assurer approximativement 40 % de leur approvisionnement total en énergie et parce que près de deux-tiers de leur pétrole brut doivent être importés. Ce pays sera donc forcé de consacrer à l'importation du pétrole une part toujours croissante de sa richesse nationale. Si le pétrole se maintient à 100 dollars ou au-dessus en 2008, et si, comme prévu, les États-Unis devront importer environ 4,75 milliards de barils, il faudra sortir environ 475 milliards de dollars. Ceci constituera la plus grande contribution au déficit du commerce extérieur des États-Unis et ne manquera pas de peser en faveur d'une érosion continue de la monnaie américaine.

Les principaux destinataires de ces pétrodollars — les principaux États producteurs de pétrole du Golfe persico-arabe, ceux de l'ex-Union soviétique et de l'Amérique latine — emploieront certainement leur richesse accumulée pour acheter des grandes parts des principaux capitaux américains ou, comme dans le cas du Venezuela de Chavez et de princes saoudiens, pour poursuivre des objectifs politiques en contradiction avec les objectifs de la politique étrangère des États-Unis. Le statut tant vanté des États-Unis en tant qu'« unique superpuissance » mondiale va s'avérer de plus en plus éphémère alors que de nouvelles « pétrosuperpuissances » (un terme inventé par le sénateur Richard Lugar de l'Indiana) commenceront à dominer le paysage géopolitique.

Ainsi, alors que le 3 mars a seulement brièvement fait ici les titres, on s'en souviendra comme du véritable « lundi noir » de notre nouveau siècle, comme du moment où le prix de l'énergie est devenu le facteur décisif de l'équilibre des puissances économiques mondiales.

P.-S.

* Paru dans Inprecor n° 536-537, mars-avril 2008. Reproduit par Inprecor, avec l'autorisation de l'auteur, de l'article paru initialement sur le site web TomDispatch.com. Traduit par J.M. (de l'américain).

* Michael T. Klare, auteur de *Resource Wars* (Guerre des matières premières), 2001, et de *Blood and Oil* (Sang et pétrole), 2004, est professeur au Hampshire College d'Amherst, Massachusetts, où il dirige les recherches sur la paix et la sécurité mondiale. Son dernier livre *Rising Powers, Shrinking Planet : The New Geopolitics of Energy* (Puissances naissantes, planète craintive : La nouvelle géopolitique de l'énergie) va paraître le 15 avril aux éditions Metropolitan Books.